

Elkington



CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
Commission des Grèves et de la Grève Générale

Grève Générale Réformiste

ET

Grève Générale Révolutionnaire

(2^e Édition)

Dix Centimes

PARIS

IMPRIMERIE ÉCONOMIQUE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

21, Passage Maurice (25, Rue Saint-Maur)

1903

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Commission des Grèves et de la Grève Générale

GRÈVE GÉNÉRALE RÉFORMISTE

ET

GRÈVE GÉNÉRALE RÉVOLUTIONNAIRE

AVANT-PROPOS

Le Comité de propagande de la Grève Générale estime qu'au lendemain d'un mouvement d'ensemble tel que la grève corporative des mineurs (venant après les secousses de la Catalogne, de Belgique, de Suède, de Genève), l'heure est on ne peut plus favorable pour dresser le bilan moral de l'idée de Grève Générale.

C'est le pourquoi de la présente brochure où, en s'inspirant du déroulement des faits, en s'appuyant sur l'expérience, il sera démontré :

1^o. — *Que dans les circonstances actuelles, si l'on se borne à limiter les hypothèses aux possibilités réalisables dans le milieu présent, la Grève Générale révolutionnaire apparaît comme l'unique et seul efficace moyen pour la classe ouvrière de s'émanciper intégralement du joug capitaliste et gouvernemental;*

2^o. — *Que la Grève Générale, même restreinte à la conquête d'améliorations de détail est, pour les travailleurs — parce qu'elle est une arme économique — autrement féconde en heureux résultats que les efforts tentés par les voies parlementaires, pour acculer les Pouvoirs Publics à une intervention favorable aux exploités;*

3^o. — *Que la Grève Générale — qu'elle ait le caractère révolutionnaire ou purement réformiste — est la*

conséquence de l'effort de **minorités conscientes** qui, par leur exemple, mettent en branle et entraînent les masses.

La thèse ci-dessus est formellement niée par les théoriciens du parlementarisme qui préconisent le salut **par en haut** et dont la doctrine aboutit à perpétuer, sous des aspects nouveaux, l'idée de miracle. En effet, à escompter l'intervention toute puissante d'une poignée d'élus — autrement dit de « Messies » — on arrive à aveugler la classe ouvrière en la berçant d'espoirs factices et en l'habituant à une inaction périlleuse.

Nous opposons Doctrine à Doctrine ! En face des théories visant à faire du socialisme le prolongement des partis politiques, nous dressons la théorie Syndicale qui découle logiquement des idées qu'émirent nos aînés de l'Association Internationale des Travailleurs.

Nous disons donc :

1°. — Dans le présent, les travailleurs groupés dans leurs Syndicats, qui sont l'organisme essentiel, doivent lutter, non seulement pour résister aux empiètements patronaux, mais encore pour exiger de moins mauvaises conditions d'existence, sans jamais perdre de vue que, nulle amélioration partielle, nulle réforme de détail n'est réelle si elle ne comporte un amoindrissement des privilèges du Capital.

2°. — En même temps que la lutte au jour le jour contre les exploités les travailleurs doivent, au sein des organisations corporatives, préparer l'EXPROPRIATION CAPITALISTE qui, seule, rendra définitive leur émancipation et qui n'est possible que par eux-mêmes.

La Grève Générale Révolutionnaire (Réponse à Jaurès)⁽¹⁾

Au fur et à mesure que le citoyen Jaurès se rapproche des hauteurs du Pouvoir, il perd contact avec la classe ouvrière et, fatalement, en méconnaît les tendances. C'est ainsi qu'il a été amené à critiquer l'idée de Grève Générale et, par l'abondance des arguments spécieux qu'il a accumulés, il s'est donné l'attitude d'être un de ses plus redoutables détracteurs.

Il fut un temps où Jaurès parlait autrement : Lors du Congrès de la salle Jappy (en décembre 1899), il se déclarait partisan de la Grève Générale. Était-ce par simple nécessité politique ? N'insistons pas ! Et puisqu'aujourd'hui il se trouve amené à combattre ce moyen d'action, puisqu'il s'efforce à énerver la seule tactique révolutionnaire dont disposent les travailleurs, examinons ses arguments :

Ces temps derniers, Jaurès a beaucoup étudié la période révolutionnaire de 1789-93 et, dans la poussière des paperasses, il a cru découvrir que la Force est toujours antirévolutionnaire. Ce sophisme, il l'a étayé d'un autre sophisme : l'affirmation de l'impuissance des minorités et l'impossibilité de réaliser aucun progrès sans l'assentiment formel des majorités.

La moindre étude — tant superficielle soit-elle, — des événements historiques, ruine ce double sophisme de Jaurès.

La Force n'est que la Force, — si on la dégage des ambiances ; mais elle devient révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, bonne ou mauvaise, suivant qu'elle est au service des uns ou des autres.

Jusqu'à maintenant, dans l'Histoire, toutes les formes sociales qui se sont succédées ont eu la Force

1°. — Les principales critiques de Jaurès ont paru dans la *Petite République*, en deux longs articles (en août 1901) et la réfutation qui en est faite est, presque textuellement, la réponse que publia le Comité de la Grève Générale dans la *Voix du Peuple* (septembre 1901).

pour appui ; aucune société, basée sur la raison et le libre examen ne s'est constituée.

C'est dire, qu'à de trop rares éclaircies, — qui furent des périodes révolutionnaires. — en toutes les sociétés ont été constatées l'oppression et l'exploitation des majorités par une minorité.

Mais, pour être un phénomène constant dans l'Histoire de l'Humanité, le calvaire douloureux des peuples a tout de même été marqué de stations moins pénibles ; c'est qu'alors, en des crises violentes, les minorités dirigeantes étaient culbutées. Seulement, ce phénomène, loin d'être le résultat de l'effort des majorités secouant le joug, n'a jamais été que la conséquence de l'action d'une minorité qui, noyau infime d'abord, s'est accru par la propagande jusqu'à acquérir assez de puissance pour renverser brutalement la minorité dirigeante.

Tout le problème révolutionnaire réside en ceci : constituer une minorité assez forte pour culbuter la minorité dirigeante.

Et les autoritaires expliquent : ce sera la dictature révolutionnaire ; la minorité consciente fera l'éducation de la majorité et lui apprendra l'usage de la liberté.

Quant aux libertaires ils disent : la minorité révolutionnaire, une fois la libération accomplie, aura pour unique mission d'empêcher le retour des formes oppressives, de s'opposer à ce qu'une nouvelle minorité dirigeante restaure le pouvoir aboli.

Mais que de ces deux tendances, — la tendance libertaire ou la tendance autoritaire, — ce soit l'une ou l'autre qui domine, la parole de Karl Marx n'en reste pas moins inéluctable : **La Force est l'accoucheuse des Sociétés.**

Quel est donc, ceci reconnu, le rôle des majorités ?

Hélas ! Tenues dans l'ignorance par les puissants, gavées d'erreurs et de mensonges, épuisées par le travail forcé auquel elles sont astreintes, les majorités sont moutonnières et inconscientes. Elles acceptent les faits accomplis et subissent les pires avanies.

S'il leur arrive d'avoir quelques instants de lucidité, c'est sous l'impulsion des minorités révolutionnaires, et encore il n'est pas rare qu'après avoir fait un pas en avant, elles laissent passivement renaître le vieux régime et les institutions renversées.

N'est-ce pas l'histoire de la Révolution française ?

En quelques années, fut à peu près effacée l'œuvre

de la République : les émigrés, d'abord rentrés en sourdine, devinrent bientôt insolents, la réaction redressa la tête, le gouvernement fortifia son autorité par des impôts sans cesse croissants et c'est à peine si on affubla de noms nouveaux les droits seigneuriaux, la dime, la gabelle, etc., qu'aujourd'hui encore nous subissons.

Aussi est-il facile d'employer à critiquer la Révolution française, les arguments que Jaurès élabore contre la Grève Générale :

« Si la classe ouvrière, dit-il, n'est pas nettement avertie, dès l'origine, que c'est pour l'entière Révolution communiste qu'elle se met en grève... si elle n'y est pas, dès la première heure, et jusqu'au fond de sa conscience, préparée et résolue, elle sera déconcertée dans la suite du mouvement, par la révélation tardive d'un plan qu'on ne lui aura pas soumis avant l'action... »

Appliquons ce raisonnement à la Révolution de 1789-93 :

Est-ce qu'en 1788 le peuple était nettement averti que c'était pour aboutir à la République et à la guillotina de Louis XVI qu'allaient se réunir les Etats-Généraux ? Est-ce que le peuple qui, certes, voulait la suppression des droits seigneuriaux, des dîmes, de la gabelle, etc., avait assez de conscience pour s'opposer à leur renaissance sous des aspects nouveaux ?

Jaurès sait bien le contraire. Cependant, malgré que la majorité *n'y fut pas préparée jusqu'au fond de sa conscience*, la Révolution s'est accomplie. Il est vrai que, cette majorité, après s'être *laissée entraîner au-delà d'elle-même* ne s'est pas opposée à la réaction thermidorienne et napoléonienne.

Est-ce à dire que la Révolution a été inutile, que le peuple eût pu faire l'économie du sang versé, s'éviter la prise de la Bastille, la journée du 10 août, les septembrisades, etc. ?

Non pas ! seulement c'est la preuve que les révolutionnaires ne furent pas à la hauteur de la tâche qui leur incombait. Eux aussi manquaient de clairvoyance et, tout comme la majorité, étaient imprégnés d'une certaine dose d'inconscience : les dissidents les perdirent et ceux qui survécurent, fatigués par cinq ans de luttes s'accommodèrent de la restauration des anciens abus.

Il est vrai d'observer que, révolutionnaires de classe, leur idéal était restreint ; ils avaient plus pour objectif d'émanciper la Bourgeoisie que le Peuple entier ;

désireux que le Tiers-État soit *tout*, ils n'avaient en horreur l'ancien régime que parce qu'ils n'en étaient pas les bénéficiaires.



Si, comme le prétend Jaurès, le progrès ne s'accomplissait que sous la poussée des majorités, l'effort révolutionnaire serait inutile; les Bastilles s'écrouleraient d'elles-mêmes, ainsi qu'il advint aux légendaires murs de Jéricho.

A quoi bon la Jacquerie de 1789, si la majorité des paysans eût été décidée à ne plus se soumettre au seigneur?

Pas n'était besoin d'incendier son château et de brancher le noble aux arbres de son parc; il suffisait de lui intimer l'ordre d'abdiquer ses privilèges.

Mais, dans les campagnes, malgré que tous les paysans sentissent âprement le joug, rares étaient ceux qui avaient la conscience de se révolter; c'est pourquoi ceux-ci n'étant pas la majorité, au lieu de prendre l'aristocrate par les sentiments, l'influençaient par la violence. Et comme ils ne se payaient pas de mots, la farce de la nuit du 4 août 1789 qui aboutit à cette duperie: la suppression des droits féodaux, *avec rachat*, ne les désarma pas; ils continuèrent à agir, et ils eurent raison! Ce ne fut qu'à force de ténacité révolutionnaire, après quatre ans d'incessantes violences paysannes, — en 1793 seulement, — que fut prononcée, *sans indemnité*, l'abolition des droits féodaux.

Il serait difficile de prétendre qu'en prenant cette mesure la Convention obéissait à la majorité; à ce moment, une cinquantaine de départements étaient soulevés contre elle.

De même que la Jacquerie fut la révolte d'une minorité, de même les fameux Cahiers de 1789, que Jaurès dit être l'expression des majorités de l'époque, furent dressés par d'infimes minorités.

Jaurès s'en serait facilement rendu compte, s'il s'était rappelé qu'à la fin du siècle dernier, dans le peuple artisan, et plus encore dans le peuple des campagnes, bien peu savaient lire.

Il s'en serait mieux persuadé encore, s'il eut raisonné par comparaison: aujourd'hui même, malgré que l'instruction soit autrement répandue qu'il y a un siècle, qui donc fait la propagande, qui donc dresse les programmes de revendication.

Des minorités! Rien que des minorités!

Voyons maintenant l'application que fait Jaurès à la critique de la Grève Générale de ces deux idées fausses: affirmation que la Force est antirévolutionnaire et qu'aucun progrès n'est réalisable sans l'assentiment de la majorité.

En politicien qui ne voit que la surface du mouvement qu'il combat, il affirme que les partisans de la Grève Générale *rusent avec la classe ouvrière* et lui présentent cette idée sous un jour faux, parce qu'ils supputent qu'un mouvement commencé avec une plateforme réformiste peut aboutir à une Révolution plus ou moins profonde.

Nous pourrions répondre à Jaurès qu'un parlementaire de son envergure est mal venu à parler de *ruse*. Que sont les campagnes électorales, avec les programmes édulcorés, les promesses fallacieuses, etc., sinon une *ruse*, — et des plus honteuses, — dont la classe ouvrière est victime? Et n'est-ce pas encore de *ruses*, — le plus souvent malpropres, — qu'est tissée la vie parlementaire: *ruses*, tel projet de loi, tel ordre du jour ambigu, telle manœuvre antiministérielle?

Mais, ne nous écartons pas de la discussion et voyons s'il est exact que les syndicalistes *rusent avec la classe ouvrière*:

Pour que Jaurès eut raison il lui faudrait démontrer que nous voilons une partie de notre programme, que nous avons deux doctrines, l'une ésotérique et l'autre exotérique.

Cela n'est pas, parce que nous ne sommes ni des mystiques, ni des conspirateurs. Nous disons toute notre pensée, nous n'en tenons aucune parcelle dans l'ombre, car, si nous sommes convaincus que la Révolution sera l'œuvre d'une minorité, encore sommes-nous désireux que cette minorité soit la plus nombreuse et la plus consciente possible, afin que soient plus grandes les chances de succès.

Or, il n'est qu'un moyen pour multiplier le nombre des conscients: c'est de dire nettement le but qu'on poursuit, c'est d'en bien définir toutes les conséquences et de n'en omettre aucun des aléas.

A cette besogne, le Comité de la Grève Générale s'y emploie avec autant d'ardeur que de conviction, — et autant peut s'en dire de tous les propagandistes de la Grève Générale. S'il nous est arrivé, — aux uns et aux autres, — d'être inférieurs à la tâche que nous nous sommes imposée, c'est que, n'ayant presque tous fréquenté que les écoles primaires, nous ne sommes pas

d'aussi subtils dialecticiens que l'universitaire Jaurès. Au surplus, Jaurès aurait pu s'éviter de nous prêter des moyens de vulgarisation que nous n'employons pas : il lui suffisait de compulser les travaux des Congrès corporatifs et les diverses publications ayant trait à la Grève Générale. Il aurait constaté que, toujours, est indiqué l'aboutissant logique de la Grève Générale : la prise de possession de l'outillage social, c'est-à-dire l'expropriation de la classe capitaliste. Sans même aller chercher loin, il n'aurait eu qu'à s'astreindre à feuilleter la dernière brochure, publiée par le Comité de la Grève Générale, pour se dispenser d'émettre une affirmation dont l'inexactitude est si facile à démontrer.

Certes, nous sommes à l'affût des événements et, toujours, nous tâchons de les orienter dans le sens de nos aspirations. Ainsi, il est hors de doute que s'il se produisait une grève ayant tendance à se généraliser, malgré que sa plateforme fut limitée à des revendications de détail, nous ferions effort pour donner à ce mouvement réformiste une allure révolutionnaire.

Il serait cependant excessif d'inférer de cette tactique, qui consiste à ne se désintéresser d'aucun mouvement, à saisir toutes les occasions d'action, que toutes nos visées se restreignent à préconiser de grandes grèves qui, engagées avec un programme concret, se raient ensuite, « presque automatiquement » transformées au point de s'épanouir en communisme complet.

C'est pourtant ce qu'imagine Jaurès et c'est sur cette regrettable confusion qu'il s'appuie pour prétendre que « nous rusons avec la classe ouvrière ».

Au surplus, nous avons d'autant plus raison de supposer qu'un mouvement, engagé sur une revendication secondaire peut s'élargir au point de se transformer en Révolution que nous ne faisons que nous inspirer des leçons de l'Histoire.

Était-ce pour prendre la Bastille, pour incendier les barrières de l'octroi, pour mettre à sac le couvent Saint-Lazare, qu'à la voix de Camille Desmoulins les parisiens dépouillaient les arbres du Palais-Royal pour se faire des cocardes vertes de leurs feuilles ?

Non pas ! C'était pour protester contre le renvoi de Necker et c'est seulement lorsque l'effervescence eut grandi et que les Gardes Françaises eurent refusé de tirer sur les manifestants, qu'il fut possible d'incendier les barrières, de prendre la Bastille et de mettre à sac le couvent Saint-Lazare.

En février 1848, était-ce pour la République que se faisait l'agitation ?

Non pas ! Jaurès sait bien que c'était au cri de : « Vive la Réforme ! » que marchaient les manifestants et que Louis-Philippe aurait pu conserver son trône en cédant quelques heures plus tôt.

Autant peut s'en dire de la plupart des mouvements révolutionnaires : ils s'accomplissent en périodes de malaise populaire et un infime incident suffit souvent à dechaîner l'orage.

Or, pourquoi Jaurès voudrait-il que, pour la Révolution économique en germe, le processus diffère de celui des révolutions passées ?

Ce n'est pas « fabriquer un mécanisme ingénieux de révolution » que de se tenir prêts à profiter des événements et c'est encore moins vouloir, « par ce mécanisme ingénieux, suppléer à la préparation révolutionnaire des choses et des esprits. »

Où diantre Jaurès a-t-il vu que les partisans de la Grève Générale négligent « la préparation révolutionnaire des choses et des esprits ? »

Bien au contraire, jamais travail de germination ne fut aussi considérable qu'à l'heure actuelle : l'idée de Grève Générale pénètre dans tous les milieux et ses propagandistes ont bien soin de définir qu'elle ne se limite pas à une cessation de travail, mais que la cessation de travail doit être immédiatement suivie de la prise de possession et de la réorganisation de la production et de la circulation des produits sur de nouvelles bases.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir combien sont nombreux et puissants ces foyers de propagande. A aucune époque, ni en aucun pays, ne s'est constatée une si belle poussée d'esprit révolutionnaire et jamais, en outre, chez les minorités agissantes ne s'est manifestée une conscience aussi nette du but à atteindre que chez les propagandistes de la Grève Générale.



Nous voici arrivés à la conclusion de la première partie de la réfutation des critiques formulées par Jaurès sur la période préparatoire de la Grève Générale : Nous avons vu, par un rapide examen des faits historiques, l'action féconde des minorités et de la force révolutionnaire ; nous avons constaté que les Syndicats n'ont garde d'équivoquer sur les conséquences de la Grève Générale et ont soin de définir

toute l'amplitude que devra acquérir le mouvement. Il nous reste à examiner les critiques que Jaurès formule sur la période active de la Grève Générale. Il veut bien reconnaître que « souvent, dans l'histoire, « des événements, d'abord restreints en apparence et « inoffensifs, aboutissent à de vastes conclusions « imprévues. »

Le citoyen Jaurès pourrait même dire que *toujours* il en est ainsi, et il lui serait bien difficile de nous citer une seule révolution qui entre dans le cadre qu'il a défini et dont le développement mathématique ait été prévu et jalonné à l'avance.

Il y a une autre équivoque, sur laquelle nous ne saurions trop insister : Jaurès répète : « la Révolution « ne se décrète pas ne se fabrique pas ; aucun mécanisme de conflit ne peut suppléer la préparation « révolutionnaire des choses et des esprits. »

Ce disant, il nous prête des intentions que démentent tous nos actes : jamais aucun propagandiste de la Grève Générale n'a eu la prétention de « décréter » ou de « fabriquer » la Révolution ; tous nos efforts se bornent à travailler, par une incessante propagande, à la préparation révolutionnaire des choses et des esprits.

Le citoyen Jaurès ne nous apprend rien quand il nous dit que la société bourgeoise se défendra. Et elle se défendra d'autant mieux dit-il, que les sociétés de tir et de gymnastiques, les habitudes de sport, etc., ont rendu la grande et petite bourgeoisie capable d'une action physique vigoureuse.

Nous savons que la société bourgeoise se défendra. Nous savons qu'une classe n'abdique jamais ses privilèges et qu'il faut les lui arracher de haute lutte. Et c'est parce que nous savons cela que, dès aujourd'hui, dans le plus de cerveaux possibles, nous nous efforçons de semer la bonne graine, afin qu'au moment psychologique, à cette minorité de privilégiés disposés peut-être à faire de leur corps un rempart au vieux monde, nous puissions opposer une minorité bien supérieure en nombre et en vigueur.

Autant que Jaurès, nous sommes convaincus que si la Grève Générale se limitait à la suspension de la vie sociale, elle pourrait entraîner de grandes déceptions pour la classe ouvrière. Aussi, sera-t-il nécessaire de parer au plus vite à cette éventualité ; les travailleurs ne devront pas se borner à la grève des bras

croisés, mais s'employer de suite à la mise en commun de l'outillage social.

Les difficultés à surmonter seront moins ardues que ne l'entend Jaurès qui, toujours dominé par le sophisme de la puissance d'action des majorités, s' imagine que « la grande majorité des citoyens sera opposée au nouvel ordre social que la Grève Générale « voudra instaurer *par un coup de surprise...* »

Ici nous retrouvons le même pitoyable argument que, sous des formes diverses ressasse Jaurès : « *Ruser avec la classe ouvrière... Faire la Révolution par surprise...* » C'est là un puéril procédé de discussion : un événement aussi considérable qu'une Révolution ne s'accomplit pas *par surprise*. On peut « par surprise » renverser un ministère, détrôner un monarque, mais non procéder à une Révolution économique. Jaurès devrait savoir cela. Et, puisque pour mieux critiquer l'idée de Grève Générale, il suppose la Révolution en marche, il aurait dû s'éviter de prétendre qu'un tel bouleversement puisse s'accomplir *par surprise*.

Une autre faiblesse de Jaurès est de n'entrevoir de la Grève Générale révolutionnaire que la partie négative : il suppose les ports obstrués, les voies ferrées détruites, les grandes villes et la capitale manquant d'approvisionnements et *quelques régions particulièrement ouvrières occupées souverainement par les travailleurs*.

Que va-t-il se passer dans ces régions où la Révolution est triomphante ?

Les travailleurs se garderont bien d'attendre, en se roulant les pouces, la venue du messie, sous la forme d'ukases émanant des « Pouvoirs Publics ». Sans tergiverser, ils se mettront à l'œuvre.

C'est aux groupements corporatifs, aux Syndicats, qu'incombera la besogne de prise de possession des usines et ateliers ; c'est eux qui, dans chaque industrie, en se mettant en rapport avec leur Fédération, régleront l'intensité de la production. Dans les Bourses du Travail, devenues les ganglions nerveux de la nouvelle organisation sociale, afflueront les demandes de produits qui seront ensuite transmises aux groupements intéressés. Quant à la circulation, elle sera assurée par la Fédération des transports.

De suite, par le seul fait que les producteurs émancipés n'auront plus la corvée d'entretenir les privilégiés, leurs parasites et tous les employés qui sur-

chargeaient la vieille société, se constatera un allègement considérable dont la première manifestation sera une diminution des heures de travail et aussi une plus grande quantité de produits à consommer.

Et vous croyez que les travailleurs inconscients qui, par inertie, auront accepté les faits accomplis et auront rapidement constaté l'augmentation de bien-être et la diminution de peine, accepteraient plus tard, bénévolement, le retour à l'ancien régime ?

Il n'y a pas jusqu'aux petits boutiquiers, aux employés déclassés que la transformation aura rejetés dans la production réelle, qui n'aient tendance à se réjouir du changement : leurs facultés de consommation loin d'être réduites se trouvant augmentées, leurs appréhensions de mauvaises affaires, leur souci du lendemain ayant disparu, ils auraient vraiment mauvaise grâce à boudier à la Révolution.

Quant aux campagnes, elles seraient tôt gagnées. La méfiance qu'ont les paysans pour les villes disparaîtrait, sous le charme de l'afflux des produits manufacturés dont les approvisionneraient largement les centres industriels, ne leur demandant, en échange, qu'une partie des produits de la terre dont ils auraient en surabondance. D'autre part, comme les idées nouvelles ont déjà contaminé les moindres villages, il se trouverait un peu partout des gars d'initiative faisant comprendre aux villageois l'utilité de former, avec les biens des couvents et toutes les terres cultivées par des mercenaires, un domaine commun, cultivé en commun. Et l'agrégation communiste ferait tache d'huile.

Il n'y aurait pour maudire la société nouvelle que les capitalistes, habitués à gaspiller quotidiennement la vie de cent familles et qui, réduits à leurs forces individuelles, ne seraient guère dangereux.



Tandis que s'accomplirait « dans les régions particulièrement ouvrières occupées souverainement » par les travailleurs cette féconde prise de possession, que feraient les grandes villes et la capitale que Jaurès suppose restées au pouvoir de la réaction ?

Pour la facilité de sa thèse, il prétend que le gouvernement capitaliste et propriétaire, manquant de la force armée nécessaire pour l'éparpiller avec chance de succès, sur tous les points où la grève aurait éclaté, ferait la part du feu et se bornerait, — soutenu par la

puissance énorme que lui donnerait la volonté des représentants légaux de la nation, — à concentrer ses forces en quelques points pour tâcher de réoccuper petit à petit les régions abandonnées d'abord.

Piètres représentants légaux ! Leur autorité serait bien vaine, comparée à la puissance économique qu'auraient acquis les organismes corporatifs. Ceux-ci ayant dépossédé les Pouvoirs Publics des fonctions utiles qui leur servent aujourd'hui à masquer leur rôle nuisible, les « représentants légaux de la nation » n'apparaîtraient que comme les souteneurs du bourreau, des juges, des gardes-chiourmes, des douaniers, des gendarmes et de toutes les institutions mauvaises qui sont, déjà maintenant, méprisées et exécrées de tous.

Il faut cependant reconnaître que l'hypothèse de Jaurès pourrait être examinée si les « Pouvoirs Publics » avaient réussi à conserver sous leurs ordres les quelques centaines de milliers de soldats, entretenus actuellement sur le pied de guerre, pour mâter la classe ouvrière. En semblable occurrence, le succès de la Révolution pourrait être problématique, car la Grève Générale eût pu être enrayée si, **partout**, la troupe avait tiré sur le peuple.

En effet, suivant qu'elle est inerte, ou active contre le peuple, l'armée fait pencher la balance pour ou contre la réaction. L'histoire du siècle écoulé démontre lumineusement que c'est toujours elle qui a décidé du sort des Révolutions : en juillet 1789, au 10 août 1792, aux « Trois glorieuses » de 1830, en février 1848 et au 18 mars 1871, l'armée a refusé de tirer et le peuple a été victorieux ; par contre, en juin 1832, en juin 1848, en décembre 1851, en mai 1871 l'armée a tiré et le peuple a été vaincu.

On pourrait multiplier les exemples. Ceux-ci suffisent.

Or, c'est justement parce que les syndicalistes ont une perception nette du rôle de l'armée que, surtout en ces dernières années, s'est accentuée leur propagande aux soldats, afin de les mettre en garde contre les crimes qu'on leur commanderait. On serait mal venu de prétendre qu'en agissant ainsi les organisations syndicales délaissent leur tactique économique pour se remettre à patauger dans la politique. Il n'en est rien : leur mission économique consiste à défendre les travailleurs contre les exactions capitalistes, à vulgariser les notions de transformation sociale et préparer ainsi la société communiste. Par

conséquent, il leur faut bien tenir compte des obstacles que la bourgeoisie oppose à leur expansion : on a entouré la classe ouvrière d'un cercle de baïonnettes et de Lebel et, en essayant de rendre ces baïonnettes et ces fusils conscients, afin que les crosses se dressent en l'air, au moment psychologique, les militants restent sur le solide terrain économique.

Les préoccupations politiques qui dominent Jaurès l'empêchent de saisir la puissance de la Révolution décentralisée que sera la Grève Générale.

Il nous dit que les Révolutions libérales de 1830 et 1848 avaient un but précis : renverser le pouvoir central, et il ajoute que les révolutionnaires avaient chance de réussir, parce qu'ils ne disséminaient pas leurs forces.

Autre chose est une Révolution politique et autre chose est une Révolution économique.

La centralisation, qu'il faut maintenir, quand on a renversé un roi ou jeté un parlement par les croisées, — opérations qui, la plupart du temps, ne modifient en rien les relations sociales, — devient inutile quand on a opéré une Révolution ayant un but social.

Cette dispersion des foyers révolutionnaires, que Jaurès considère comme un morcellement, est justement ce qui rendra la Grève Générale invincible : le sort de la Révolution ne se décidera pas à Paris ; c'est la France entière qui sera le champ de bataille du prolétariat contre la bourgeoisie. Or, que pourront faire les capitalistes pour tenir tête à pareil soulèvement ? Eussent-ils l'armée à leur disposition qu'il leur serait matériellement impossible d'écraser semblable mouvement ; à plus forte raison seront-ils impuissants si l'armée leur manque.

Les bénéficiaires réels de la société actuelle, ceux qui se mettront en ligne pour défendre leurs privilèges, se trouveront en si mesquine minorité, en face des travailleurs conscients, décidés à faire triompher la Révolution (et ayant l'inerte appui de la masse indécise qui n'aura qu'à gagner au changement) que ces privilégiés intrépides ne pourront organiser une défense sérieuse.

D'autre part, Jaurès ne nous dit pas sur quoi il se base pour prétendre qu'un mouvement aux tendances autonomistes et fédéralistes est le contraire de la Révolution. Il s'illusionne en voyant dans ces tendances autonomistes et fédéralistes un « morcellement de la vie, un retour à l'état féodal ». Le contraire

serait plus exact. N'est-ce pas au moyen de la centralisation que la royauté parvint à tarir les sources de vie qu'étaient les Communes du Moyen-Age ? Or, quelle était leur base, sinon une forte conception autonomiste ? Et, depuis lors, de siècle en siècle, n'est-ce pas la centralisation qui nous étouffe, rend si difficiles nos tentatives d'émancipation et pèse sur nous d'autant plus lourdement qu'elle se resserre davantage ?

Ailleurs, sans rire, Jaurès nous assure qu'en bien des cantons et des communes « les riches seront les rois momentanés, les chefs sociaux, les maîtres du fief » et il ajoute que, « peu à peu, toutes ces petites souverainetés, ces petites oligarchies coordonneront leurs efforts pour écraser la Révolution immobile et penarde ». Vraiment ! Voyez-vous, la Révolution étant en marche : Schneider, maître du Creusot, M. de Gournay régnant en souverain à Montceau-les-Mines ? Une telle assertion est enfantine. Plus que tout, il sera impossible aux riches de remplir ce rôle hilarant de « barons féodaux » du XX^e siècle.

Jaurès n'a donc jamais perçu le bouillonnement des colères ouvrières que compriment actuellement, avec difficulté pourtant, les forces oppressives que le gouvernement met à la disposition des capitalistes ? Ne comprend-il pas que, parce qu'il sera un *ci-devant*, il deviendra impossible à un patron, à un capitaliste, d'acquiescer dans la société nouvelle une influence redoutable et contre-révolutionnaire ?

Ce qui fut possible aux *ci-devant* et aux émigrés de 1789-93, parce que la Révolution ne leur avait qu'imparfaitement retiré leurs moyens d'action, — la propriété, l'argent, — ne le sera plus au cours du mouvement qui nous préoccupe.

Que pourra un industriel ex-millionnaire, dépossédé de ses richesses, de ses usines et des moyens de corruption que lui donne aujourd'hui le Capital ? Livré à ses propres forces, simplement physiques, intellectuelles et morales — tant supérieur qu'on l'imagine — il lui sera impossible de grouper autour de lui une force de réaction, même faible. Aujourd'hui, les exploités peuvent bien former des syndicats *jaunes*, s'entourer de sbires et de larbins disposés à les servir et à foncer sur les travailleurs, mais pourquoi ?

Parce que ces *jaunes* et ces souteneurs du Capital trouvent une compensation matérielle à leur dégradation morale. Il n'en sera plus de même dans le cas qui nous occupe. C'est pourquoi nous pouvons

affirmer que, livrés à eux-mêmes, les ex-capitalistes seront impuissants.

La conclusion que donne Jaurès est celle que faisait prévoir son obsession politique : la méthode souveraine pour la classe ouvrière est de conquérir légalement la majorité.

Or, supposons que, par l'élection, le Proletariat réalise ce tour de force : envoyer au Parlement une majorité qui, à coups de lois, démolisse l'ordre bourgeois et nous fasse voguer, toutes voiles dehors, vers le communisme.

Jaurès pense-t-il que les bourgeois, qu'il nous dit entraînés par les sports, accepteront bénévolement cette dépossession légale ? Au contraire, n'est-il pas probable qu'ils organiseront la résistance ?

En ce cas, tous les arguments qu'il oppose à la Révolution par la Grève Générale se retournent contre la Révolution par la légalité qu'il préconise.

Donc, en dernière analyse, c'est toujours la Force qui décide !

Or, si le prolétariat emboîtait le pas à Jaurès, il serait à craindre que, s'étant reposé sur les élus du soin de mener à bien la Révolution, il ne soit nullement préparé à l'action, lorsque la Bourgeoisie s'insurgerait contre la société nouvelle, et que, faute d'entraînement révolutionnaire, il soit encore une fois vaincu.

D'ailleurs, ce dont nous ne saurions trop nous pénétrer, c'est que la besogne de transformation économique à accomplir dépasse de beaucoup la compétence d'un Parlement politique : elle sera l'œuvre des Corporations ouvrières, — des Syndicats, des Fédérations, des Bourses du Travail, — qui, dès maintenant, se familiarisent avec l'œuvre qui leur incombera.

La Révolution nouvelle aura pour première phase un changement d'axe dans l'orientation sociale. Toutes les formes actuelles, en lesquelles se cristallise la société capitaliste, dépériront — ou disparaîtront brutalement — et il surgira des noyaux vitaux nouveaux, — et les Bourses du Travail ne seront pas les moins importants de ces centres d'action.

Et c'est justement parce que la Révolution de demain ne ressemblera en rien aux révolutions politiques qui ont illustré l'Histoire, qu'elle déconcerte un homme comme Jaurès qui a trop fréquenté les milieux législatifs ; et c'est justement aussi parce qu'elle ne ressemblera en rien aux révolutions politiques passées qu'elle emploiera pour se réaliser un moyen nouveau, la Grève Générale !

La Grève Générale Reformiste

Logiquement, l'examen de cette forme de mouvement eut dû précéder celui de la Grève Générale expropriatrice. Nous avons cru devoir intervertir cet ordre normal, parce que les rapprochements historiques que comporte l'étude de celle-ci, nous ont permis de mettre en pleine valeur l'action bien-faisante des minorités.

Mais, ainsi que nous l'avons posé en principe dans l'avant-propos, la Grève Générale reformiste n'est pas contradictoire à la Grève Générale révolutionnaire. Bien au contraire, elle en est la préparation et c'est après une série de conflits allant s'élargissant de plus en plus que les travailleurs aboutiront à la Grève finale.

Depuis que fut publié le chapitre précédent (sous le titre *Réponse à Jaurès*), les événements sont venus ajouter le poids de l'expérience à la force du raisonnement.

Réduisant son argumentation à une formule concise, le citoyen Jaurès conclut : « Il n'y a aujourd'hui qu'une méthode souveraine : **Conquérir légalement la majorité.** » Une telle formule est la condamnation catégorique de la théorie révolutionnaire qui fait appel à la Force et escompte la puissance expansive et créatrice des minorités.

Eh bien ! la récente grève corporative des mineurs est la négation flagrante de l'hypothèse émise par Jaurès sur l'efficacité exclusive des majorités. Cette grève a été l'œuvre d'une minorité, — et d'une minorité infime !

Il y a, en France, 160,000 mineurs sur lesquels, seulement **quatorze mille** sont syndiqués (1). Encore pourrait-on facilement démontrer qu'il s'en fait malheureusement de beaucoup que ces 14,000 syndiqués soient tous conscients. Mais, n'épiloguons pas, Prenons ce chiffre comme exprimant 14,000 conscients... C'est peu sur 160,000 mineurs ! Pas même le

(1) De l'aveu du citoyen Beugnet, trésorier du syndicat du Pas-de-Calais, le chiffre des syndiqués cotisants avant la grève était de 1900, dans le Pas-de-Calais.

dixième ! C'est cependant cette infime minorité qui a entraîné la presque totalité des mineurs à la grève (1).

Toute rhétorique s'effondre devant un fait semblable. N'est-ce pas votre avis, citoyen Jaurès ?

Or, cette influence vivifiante de la minorité minière, nous pourrions la retrouver dans tout mouvement que nous analyserions consciencieusement. Il n'en peut d'ailleurs être autrement ! Le progrès n'est que la réalisation du vouloir des minorités.

Et c'est bien parce qu'il y a, à la base des mouvements tels que nous les comprenons, **l'impulsion d'une minorité**, que nous sommes en complet désaccord avec le citoyen Jaurès, — qu'il s'agisse de la Grève Générale *révolutionnaire* ou de la Grève Générale *réformiste*.

Cette deuxième forme de mouvement, Jaurès en a donné la définition :

« Par exemple, si les ouvriers mineurs de toute la France décident **à la majorité**, qu'il y a lieu pour eux de se mettre en grève pour obtenir la journée de huit heures, une pension de retraite plus élevée et un minimum de salaires.... on pourra l'appeler la grève générale des ouvriers mineurs. »

Ainsi, notre désaccord avec le citoyen Jaurès est absolu et il se manifeste en tous les sens : il est un légalitaire et nous sommes des révolutionnaires ; il circonscrit le mouvement à la décision de la majorité, tandis que — forts de l'expérience historique — nous affirmons la puissance rayonnante des minorités.

Afin de dissiper toute équivoque sur sa pensée, Jaurès a prétendu, qu'outre la majorité corporative, la Grève Générale a besoin, pour être possible, d'avoir un objectif reconnu légitime par une grande partie de l'opinion, et aussi, de n'apparaître point comme un déguisement de la violence.

Heureusement, le citoyen Jaurès manque de logique devant les faits et il ne s'entête pas à les soumettre à l'épreuve de sa théorie. Du moins, n'a-t-il pas eu cette précaution à l'égard de la récente grève des mineurs, auquel cas il eut dû la condamner — parce qu'étant la résultante de l'effort d'une minorité active elle a été un mouvement à tendance essentiellement révolutionnaire.

(1) Il est utile de rappeler que, lors du premier referendum sur la Grève Générale, 50,000 mineurs émitrent un avis et 30,000 se prononcèrent pour la grève ; ce fut Basly qui espérait une minorité pour la grève qui, dans l'espoir de faire paraître cette minorité encore plus infime, fit décider que le chiffre des abstentionnistes serait considéré comme s'ajoutant à celui de la majorité, quelle qu'elle fût.

Il est indiscutable que cette grève, malgré son objectif réformiste, a revêtu des caractères révolutionnaires.

Les deux choses ne sont d'ailleurs pas contradictoires, car il ne faut pas confondre le *désir* d'obtenir des améliorations de détail, qui est une aspiration très naturelle, avec le *moyen* préconisé pour y parvenir, — qui est un leurre quand il subordonne toute amélioration au *légalisme*.

Outre que la grève des mineurs a été l'œuvre d'une minorité militante, elle tendait à faire pression sur les Pouvoirs Publics par les moyens révolutionnaires, plus que par les moyens légaux.

Certes, la Fédération des Mineurs a eu une attitude ondoyante, tant vis-à-vis du gouvernement que vis-à-vis des Compagnies. Puis, encore, elle en a appelé aux « élus » socialistes, sans grands résultats, tandis qu'elle se tenait à l'écart des groupements corporatifs et ne se décidait à entrer en contact avec la Confédération générale du Travail qu'après s'être laissée accuser dans une situation difficile.

Malgré cela, le seul fait d'en appeler au mouvement d'ensemble qu'est une Grève Générale, équivaut à mettre en doute l'efficacité de l'intervention gouvernementale. En effet, pourquoi se résoudrait-on à tenter la chance de ce moyen économique, — la Grève Générale, — si on avait confiance en les moyens légaux ?

Or, c'est justement parce que, grâce à une série d'expériences décisives, la classe ouvrière a constaté que les Pouvoirs Publics ne lui accordent que les libertés et les améliorations qu'elle est à même de prendre qu'elle s'avise de présenter ses desiderata sous une forme impérative et inéluctable.

Qu'importent aux réclamants d'être « majorité ! » Ce qu'ils veulent c'est, grâce à leur énergie et au trouble que leur révolte peut apporter dans les relations sociales, démontrer que les services qu'ils rendent ne sont pas rémunérés à leur valeur — de sorte qu'il n'y ait qu'une solution : leur donner satisfaction. En supposant même que cette satisfaction conquise par eux, serait le résultat d'une pression violente sur les Pouvoirs Publics, cela ne signifierait nullement qu'ils ont eu recours aux moyens parlementaires.

Il va de soi que cette tactique demande autrement d'énergie que le quémandage légal. Il y faut aussi une plus grande somme d'observation et de conscience

afin que, par l'effet de répercussions économiques, le fruit d'une victoire ne soit pas réduit à une illusion.

Tout s'enchaîne dans la société et c'est ainsi, qu'une augmentation de salaires chez une catégorie de travailleurs a souvent pour conséquence une augmentation du produit. En ce cas, l'augmentation de salaire est illusoire, puisque ce que le travailleur récupère comme producteur, il le débourse comme consommateur.

Il faut donc, pour qu'une amélioration soit réelle, qu'elle n'ait pas de répercussion défavorable parmi la classe ouvrière, de sorte qu'en dernière analyse elle se liquide par une diminution des privilèges de la classe capitaliste, qu'elle soit, en fait, une **expropriation partielle**.

Naturellement, c'est là chose difficile. Mais, c'est à acquérir assez de conscience et de force pour en imposer la réalisation que doivent tendre les travailleurs.

Nul progrès ne s'accomplit sans efforts; toute amélioration implique lutte et conflits violents entre les exploités et les exploités qui, ne l'oublions jamais, ne se laisseront pas, de gaieté de cœur, dépouiller de leurs privilèges.



Il était nécessaire de démontrer qu'il n'y a pas opposition fondamentale entre ces deux formes d'action : la Grève Générale *expropriatrice*, la Grève Générale *réformiste*; toutes deux relèvent d'un principe commun : l'**action directe** de la classe ouvrière.

Bien loin qu'il y ait antagonisme, il y a connexion entre ces deux modes de lutte : la Grève Générale *réformiste* prépare la voie de la Grève Générale *expropriatrice*.

Les mouvements à tendance généralisatrice qui vont en augmentant, en nombre et en intensité, sont la meilleure des gymnastiques; ils habituent à la solidarité et à l'initiative, — aussi nécessaires l'une que l'autre!

Depuis dix-huit mois, outre la Grève Générale des Mineurs, nous avons enregistré la Grève Générale des Ouvrières des Tabacs, celle des Ouvriers des Ports, celle des Inscrits maritimes.

Or, à dresser le bilan de ces grèves, on constate qu'elles ont donné aux intéressés des résultats autrement tangibles que les simples grèves partielles et,

à plus forte raison, que toute supplique aux Pouvoirs Publics.

C'est l'irréfutable démonstration de l'efficacité de la Grève Générale et, par conséquent, de la supériorité de l'action économique dont elle est la plus catégorique expression.



L'idée de Grève Générale a une telle puissance d'infiltration et de rayonnement qu'elle s'impose partout.

C'est ainsi que, tout dernièrement, en Suède où n'existe qu'un Parti Socialiste qui, dans les Congrès de la Social-Démocratie s'est toujours prononcé contre la Grève Générale, éclatait un mouvement de complète cessation de travail pour exiger le suffrage universel.

D'autres mouvements de Grève Générale se sont manifestés à Trieste, à Gênes, à Genève, etc.

Le cadre restreint de cette brochure ne nous permet pas une analyse de ces agitations symptomatiques. Nous nous bornerons à esquisser, un peu plus longuement deux mouvements caractéristiques : la Grève Générale de Catalogne et la Grève Générale de Belgique.

La Grève de Catalogne a été un soulèvement économique et peut être considérée comme un vigoureux effort du peuple pour s'affranchir du joug capitaliste. Les grévistes furent vaincus et la répression a été féroce.

Les causes de la défaite sont de plusieurs ordres : 1° Inertie des socialistes légalitaires qui se désintéressèrent complètement de la lutte; 2° Manque d'une propagande antimilitariste suffisante; 3° Ignorance de la besogne à accomplir pour rendre effective la « prise de possession » et préluder à la réorganisation sociale.

Quoiqu'il en soit, l'Espagne monarchique et capitaliste a été mise en sérieux péril; aussi, au lieu de se borner à une répression stupide, le gouvernement a essayé de la bienveillance : quelques semaines après l'écrasement de la Grève Générale la journée de huit heures était mise en pratique dans toutes les manufactures, chantiers, etc., de l'Etat.



La Grève de Belgique, loin d'être un mouvement

économique, n'a été suscitée que dans un but politique : l'obtention du Suffrage universel.

Avant d'en venir à cette extrémité, les travailleurs belges n'avaient négligé aucun moyen d'influencer le Pouvoir ; le gouvernement, insensible à tout ce qui ne met pas son existence en péril, résista aux objurgations pacifiques et aux réclamations légales.

Le mouvement fut enrayé par les chefs socialistes qui crurent, après que le peuple eut été soulevé, qu'une telle manifestation suffirait à influencer le roi. Ce mélange de préoccupations politiques à l'action économique ne pouvait qu'être pernicieux. Il l'a été !

Il n'en est pas moins caractéristique de constater que, pour l'obtention d'une réforme politique on ait songé à recourir à la Grève Générale.

Un tel fait, mieux que toute argumentation, démontre la puissance de la Grève Générale.



CONCLUSIONS

Le trop rapide et succinct exposé que nous venons de faire de l'idée de Grève Générale nous démontre que cette forme de lutte répond aux nécessités sociales, tant du présent que de demain.

Dans le présent, la Grève Générale corporative, en habituant les travailleurs à la solidarisation des efforts, leur permet de réaliser le maximum d'améliorations de détail compatible avec le degré d'organisation, de conscience et de virilité de leurs organisations syndicales.

Ces mouvements de grève, à tendance généralisatrice, peuvent revêtir divers aspects et, sans rien perdre de leur caractère révolutionnaire, avoir pour objectifs des fins réformistes.

Tantôt, ils peuvent se limiter à une corporation, mais s'étendre à tout un pays (exemple, la grève générale des ouvrières en tabacs) ; tantôt, ces mouvements peuvent se limiter à une région, mais s'étendre aux corporations les plus diverses (exemple, la grève de Genève et la récente grève de Marseille).

Mais, si variés que puissent être ces modes d'action, ils auront toujours ce caractère commun de faire dépendre la conquête de la réforme ou de l'amélioration désirée de l'**action révolutionnaire** des intéressés, de la pression qu'ils s'auroient exercé sur l'ennemi, de la crainte qu'ils sauroient lui inspirer.



Pour l'avenir, la Grève Générale s'indique comme le seul et unique moyen qu'ait à sa disposition la classe ouvrière pour sortir du salariat et renverser l'ordre capitaliste et gouvernemental.

Quel autre moyen d'action est possible ? Aucun !... Il serait enfantin de songer à recommencer les sanglantes expériences romantiques — les prises d'armes, telle que celle de juin 1832, qui se liquida par le massacre de Transnonain.

L'émeute serait une folie, héroïque, certes ! mais vouée à l'insuccès fatal ; dans nos villes modernes, les larges boulevards, les rues au cordeau, les égouts

dans lesquels peut circuler la force armée rendent la répression on ne peut plus facile au gouvernement.

La guerre des rues, le fusil au poing est donc d'un autre âge!

Peut-on espérer, par un coup imprévu, renverser le gouvernement? A supposer qu'une conspiration ou qu'un acte individuel le jette bas, la Révolution sociale n'en sera pas faite pour cela...

Tous ces procédés pouvaient avoir du bon alors qu'il ne s'agissait que de culbuter un gouvernement. C'est d'autre chose qu'il s'agit : transformer la société!

Pour une si gigantesque entreprise, actuellement, nous n'apercevons nul moyen d'efficacité égale à la Grève Générale et — à bien voir — d'aussi simple réalisation.

Quoi de plus simple! Refuser de travailler pour l'Exploiteur... Tuer la vieille société par l'inertie ouvrière et, sur le fumier capitaliste, faire éclore la société communiste où le Bien-Etre et la Liberté seront l'apanage humain.



Lire tous les Dimanches

La Voix du Peuple

JOURNAL SYNDICALISTE

Organe de la Confédération générale du Travail

RÉDACTION et ADMINISTRATION

BOURSE DU TRAVAIL : 3, Rue du Château-d'Eau

PARIS (X^e)

La Voix du Peuple est en vente chez tous les Libraires et Marchands de Journaux des Départements, par l'intermédiaire des Messageries HACHETTE.

A Paris, elle est en vente aux Bibliothèques des Gares du Métro.

L'y réclamer